

Lettre du castor

N° 67 **MARDIÉVAL biodiversité** <http://mardieval-biodiversite.over-blog.com>

Mars 2012



«**AVRIL FAIT LA FLEUR...**



... MAI EN A LES HONNEURS! »

Ca y est, le grand changement est lancé. « Une hirondelle ne fait pas le printemps », affirme le proverbe... mais au premier jour de la nouvelle saison, plusieurs hirondelles se sont posées chez nous ; les bourgeons ont partout commencé à "débousser" ; le peuplier noir mâle a pris sa livrée rouge cramoisie. La grande fête de la nature prend de l'ampleur, et va contribuer à nous regonfler d'énergie et d'optimisme.

Mais cette nature, essentielle à notre équilibre existentiel, n'a pas des ressources illimitées. La croissance démographique, le gaspillage des énergies renouvelables, le changement climatique et la perte de biodiversité qui perdure rendent indispensable un sursaut écologique impactant en profondeur nos modes de production. Hélas, qui s'en soucie réellement à l'heure de choix électoraux déterminants ?

***Au prétexte de "la crise", la campagne électorale a largement escamoté l'écologie.** Le candidat sortant a tourné cyniquement la page du Grenelle pour satisfaire une autre clientèle électorale, et le candidat alternatif, à l'instar du parti qu'il représente, peine encore à tourner le dos à la croissance productiviste au bénéfice de l'économie verte et soutenable dans laquelle nos partenaires sont déjà largement engagés.*

Notre ami Yann Arthus-Bertrand vient de nous le rappeler dans un film frappant : l'eau est la plus précieuse matière qui va manquer à la planète, qui va nous manquer. Nos fleuves sont domestiqués, bétonnés, sauf la Loire, qui n'est pas seulement notre patrimoine, mais un Patrimoine mondial. Il nous faudra militer jusqu'au bout pour la préserver de toute blessure n'ayant pas lieu d'être.

YANN ARTHUS-BERTRAND : ALERTE SUR L'EAU - Page 2

DÉFI ÉCOLOGIQUE : C'EST LE MOMENT DE CHANGER ! - Page 3

L'OCDE APPELLE À MODIFIER LES FONDAMENTAUX DE NOTRE ÉCONOMIE - Page 3

LES PPP, C'EST TERMINÉ ;-) - Page 4

YANN ARTHUS-BERTRAND : ALERTE SUR L'EAU

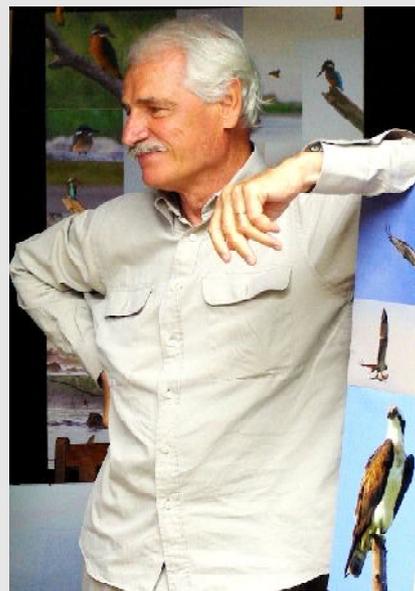
Il présente son film "La Soif du Monde" au sixième Forum Mondial de l'Eau

40 000 enfants meurent chaque jour dans le monde à cause d'une eau insalubre

Nécessaire à notre survie, l'eau est un miracle sur Terre. Si notre planète était seulement 3 % plus éloignée du Soleil, elle serait un désert de glace comme Mars. Si elle était 5 % plus proche du Soleil, elle serait un désert brûlant comme Vénus. Mais, comme le révèle la vision aérienne de Yann Arthus-Bertrand, la Terre recèle nombre de lacs, fleuves, marais, cascades, torrents, qui façonnent d'époustouffants paysages. Cependant, parmi le 1,4 milliard de kilomètres cubes d'eau qui recouvre la planète, 0,02 % seulement peut épancher notre soif, si l'on exclut les eaux gelées, salées ou trop profondes.

Et nous ne sommes pas égaux devant ce besoin vital. Si une famille parisienne de 4 personnes consomme 140 000 litres d'eau par semaine, soit une piscine, l'eau fait cruellement défaut à 1 milliard d'êtres humains, dont 800 millions n'ont pas accès à l'eau potable. Yann Arthus-Bertrand part à la rencontre de ceux qui tentent de survivre et d'endiguer cette pénurie. Dans le nord du Kenya, où il n'a pas plu depuis plus d'un an, un berger confesse avoir tué pour de l'eau, et le refaire puisque "c'est nécessaire pour survivre". Au Mali, les femmes, habituées à marcher des heures avec, sur la tête, un seau de 30 litres de l'eau sale du fleuve, dansent jusqu'à la tombée de la nuit lorsque jaillit l'eau du forage installé bénévolement par Gérard Roso. Au Cambodge, malgré l'implantation, dans les campagnes, de stations de stérilisation de l'eau par des ultraviolets, les enfants continuent, par ignorance, à boire de l'eau polluée.

Autre cause rarement évoquée quand on parle des problèmes d'eau dans le monde : 2,5 milliards d'êtres humains n'ont pas de toilettes. Et ce sont souvent leurs excréments qui contaminent l'eau potable, faisant 3000 morts par jour dans le monde. Dans le plus grand bidonville d'Afrique, à Nairobi, capitale du Kenya, Annete, responsable des toilettes publiques, est fière de son rôle sanitaire. Un documentaire dense en informations, rencontres et paysages sur un enjeu majeur : en 2025, nous serons 8 milliards sur Terre, et la moitié de la population vivra dans des zones dites de "stress hydrique".



Hélène Riffaudeau

"LA SOIF DU MONDE" Trailer sur
www.youtube.com/watch?v=JjPsNoCWSLE



Construction d'ouvrages routiers, exploitation de carrières, création de décharges publiques, recherche de Gaz de schiste... chacune de ces actions porte son atteinte, plus ou moins importante, à nos nappes et à nos cours d'eau ; nonobstant les sinistres et catastrophes écologiques qui, en plus, peuvent intervenir. Le sacrifice des ressources s'ajoute donc à la perte de biodiversité. Et jusqu'ici, les impacts écologiques "comptent pour du beurre". Si l'on valorisait et si l'on affectait les coûts des dégradations aux projets, on les engagerait beaucoup moins à la légère, ils seraient plus "durables".

Notre ami YAB nous rappelle à bon escient que, plus que jamais, les atteintes aux milieux aquatiques, quelles qu'elles soient, constituent une "injure" à la survie de notre planète. Protégeons la Loire Patrimoine mondial, sauvegardons la précieuse nappe de Beauce, évitons la disparition de l'Etang et les pollutions dans les karsts !

Alliance des associations pour la protection du Val de Loire patrimoine mondial

AVEC MAUVES-VIVANTES ET L'APSIDE, C'EST UN ÉLARGISSEMENT

L'Alliance a été établie en 2008 entre les trois sites ligériens (Mardié, Baule, Sully-sur-Loire) qui subissaient des menaces identiques, découlant des trois projets de franchissement du CG45 en milieu NATURA 2000 et Patrimoine mondial. Elle a permis d'entreprendre des démarches communes, particulièrement vis à vis du Parlement européen, de l'UNESCO et de la Mission Val de Loire, leur donnant ainsi plus de poids.

En 2010, nous avons vu l'association **Mauves Vivantes** s'impliquer dans la "concertation" autour du pont de Baule, pour s'y opposer résolument. En 2011, une gesticulation similaire ayant été organisée concernant le pont de Mardié, l'**APSIDE** de Darvoy s'est mobilisée dans la coordination d'associations opposantes... et s'est retrouvée particulièrement concernée puisque le tracé reviendrait maintenant sur Darvoy !

Aussi avons-nous proposé à ces deux associations de rejoindre l'Alliance. **Après consultation de leurs instances de décision, les deux partenaires ont donné leur accord. Prochaine action partagée : le rendez-vous avec Isabelle Longuet, directrice de la Mission Val de Loire, dans quelques jours.**

DÉFI ÉCOLOGIQUE : C'EST LE MOMENT DE CHANGER !

Trop longtemps, et parfois encore hier, ceux qui avançaient des diagnostics pessimistes sur l'évolution de l'environnement à l'échelle planétaire, même s'ils les justifiaient, se voyaient qualifiés de "Cassandres". Mais les confirmations des lourdes atteintes aux ressources et aux milieux naturels, ainsi que les preuves apportées sur la réalité des menaces, sont maintenant innombrables, et leurs auteurs ne sont pas qu'écologistes, tant s'en faut ! Le premier changement devrait donc être l'acceptation de la réalité, et sa prise en compte immédiate dans nos réflexions prospectives comme dans nos actions politiques à court terme.

La "révolution verte" doit traverser tous les niveaux de la société. Si elle peine à s'imposer à d'autres pays au niveau mondial dans les "grands-messes" comme Copenhague, nous avons le pouvoir d'utiliser nos bulletins de vote aux élections européennes, **présidentielles et législatives**, et locales pour l'imposer.

Il faut refuser que la compétition présidentielle nous ramène à des débats anciens et/ou dépassés en matière d'économie. Pour nous, l'essentiel est de savoir si **oui ou non**, on va s'engager dans ce changement fondamental, et cesser d'y aller à reculons en se référant à un passé révolu.

Redisons-le : la crise écologique sera plus grave que la crise financière, et ce ne seront pas les riches qui en souffriront et qui en mourront : ce seront les plus faibles, dans les pays pauvres, mais aussi chez nous !

Journal de l'environnement

Article entier : <http://tinyurl.com/88hvt67>

APRÈS LE PNUE ET L'AIE,

L'OCDE APPELLE À MODIFIER LES FONDAMENTAUX DE NOTRE ÉCONOMIE

Il y va presque de notre survie, estime l'institution basée à Paris.

Paradoxe. Alors que l'écologie, la protection de l'environnement ou la lutte contre les changements climatiques ont totalement disparu de la campagne présidentielle, l'**Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) rappelle les candidats (et les autres!) à l'ordre.**



Pesant quelques 350 pages, le dernier rapport produit par l'organisation d'études économiques rappelle les principales problématiques environnementales et la nécessité de relever le défi qu'elles nous posent collectivement.

« Ces dernières décennies, l'humanité a bénéficié d'une croissance et d'une prospérité sans précédent; la taille de l'économie mondiale a plus que triplé depuis 1970, tandis que la population de la planète augmentait de plus de 3 milliards de personnes pour atteindre 7 milliards aujourd'hui. Or cette croissance s'est accompagnée d'une pollution de l'environnement et d'un épuisement des ressources naturelles qui pourraient bien, à terme, compromettre le développement humain », annonce, d'entrée de jeu, l'institution basée à Paris.

Fondée sur les travaux de modélisation menés conjointement par l'OCDE et l'agence d'évaluation environnementale des Pays-Bas (PBL), Les Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 se focalisent sur les 4 domaines jugés les plus urgents: **changement climatique, biodiversité, eau et effets de la pollution sur la santé.**

Des problèmes qui, si l'on n'y prend garde, ne feront que s'aggraver. **Au détriment de l'environnement, bien sûr, mais aussi de l'homme et de... l'économie.** Pour reprendre une phrase célèbre: **polluer plus coûte plus.** (...)

La dégradation de la qualité de l'air urbain devrait devenir, en 40 ans, la première cause environnementale de mortalité dans le monde, devant l'eau insalubre et le manque d'assainissement. (...)

Comme on pouvait le craindre, et toujours si nos politiques actuelles ne sont pas amendées, **la biodiversité devrait payer un lourd tribut à notre développement.** (...) Cet apocalypse est encore évitable, avertit tout de même l'organisation multinationale qui appelle à « réussir la réforme et à intégrer la croissance verte dans les priorités de l'action ».

L'OCDE appelle notamment à « rendre la pollution plus coûteuse que les solutions les plus vertes ». Par exemple, en développant les écotaxes (...). Autre préconisation, internaliser les coûts environnementaux. (...)

Ecologues, économistes, biologistes, climatologues ont, maintenant, fait leur travail. L'état de la planète est connu. Son futur proche (et celui de nos descendants!) est minutieusement décrit. Le catalogue des mesures permettant d'éviter le pire est publié. Ne reste aux politiques qu'à s'en inspirer. Et là aussi, il y a du travail.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, LUI, CRÉE DE L'EMPLOI

Ralenties par la crise en 2009, les éco-activités retrouvent des couleurs. En 2010, elles employaient 4,5% de salariés de plus que l'année précédente, selon le dernier rapport statistique du Commissariat général au développement durable (CGDD).

Alors que la France continue de détruire des emplois, les activités environnementales ne cessent d'en créer. Avec 452 600 emplois au total, l'environnement a retrouvé sa forme d'avant la crise économique. La gestion des déchets mobilise toujours le plus grand nombre de salariés (97 500 équivalents temps plein), devant le traitement des eaux usées (95 500) et les énergies renouvelables (62 500). La réhabilitation des sols emploie 35 700 personnes et le secteur de la récupération 33 100 salariés. L'emploi environnemental a donc fait un bond de 4,5% entre 2009 et 2010. Dans le même temps, l'économie française perdait 0,2% d'emplois. (...)



Lire l'article entier : <http://tinyurl.com/7a39vpl>

LES PPP, C'EST TERMINÉ ;-)

DE NOUVELLES LOIS VONT DORLOTER LES PETITES ENTREPRISES DANS LES MARCHÉS PUBLICS !

LA TRIBUNE

19/03/2012

Un "small business act" européen enfin efficace ?

Afin de favoriser le développement des entreprises, et en particulier aider les PME à devenir des entreprises de taille intermédiaire (ETI), Nicolas Sarkozy veut élargir leurs marchés. Comment ? **En facilitant l'accès des PME européennes aux appels d'offres publics en leur réservant une part de marché d'au moins 20% au travers du "Small business act". Celui-ci existe déjà mais il est peu contraignant pour les administrations qui ne jouent pas le jeu. (...)**

D'évidence, **la mondialisation a profité essentiellement aux grands groupes**. Ceux qui, justement, savent comment délocaliser aussi leurs profits pour échapper à l'impôt, et qui contribuent donc sans scrupules à nos déficits annuels et à notre énorme dette publique. Mais cela leur était insuffisant : pour cumuler plus de profits en France, ils n'ont eu de cesse d'imposer un équivalent des montages anglo-saxons leur permettant de mettre la main sur l'intégralité des gros projets : maîtrise d'ouvrage, études préalables et détaillées, travaux, gestion-maintenance... et financement, avec des contrats sur 30 ans particulièrement nébuleux.

C'est le montage en "Partenariat Public Privé" ou PPP, dont 92% des gros contrats ont bénéficié à la "bande des trois" du BTP : Bouygues, Vinci et Eiffage (Le Monde - 24/01/12). Mais entre les prisons modèles dont les clefs ne marchent pas à l'ouverture, le scandale du gigantesque Hôpital sud-francilien d'Evry, et la bombe amorcée du méga-"Pentagone français", **ça commence à sentir fort le brûlé.**

De plus, avec les architectes, ce sont clairement **les PME qui ont pâti de cette mainmise** : elles ont été confinées sur des projets marginaux, ou contraintes de se soumettre à des sous-traitances à prix étranglés. Le Pouvoir Protecteur a donc décidé d'y mettre enfin bon ordre : **les PPP redeviendront exceptionnels, sous contrôle préalable de la Cour des comptes** ; réservés à des projets véritablement "prototypes", pour lesquels on ne peut fixer un cahier des charges préalable précis. Plus question de considérer qu'un collège est un ouvrage "complexe", et *a fortiori* d'en regrouper plusieurs pour que ça aille à la "bande des trois" !

Notre dossier **"Dix bonnes raisons de se garder des Partenariats Publics Privés !" :**

<http://le-castor-enerve.fr/pdf/111213%20Dossier%20du%20castor%20PPP.pdf>



Avec les PPP, ED avait tout faux : son patron a toujours détesté les riches groupes "bling-bling" !

Lorsque le Sénat était dominé par l'UMP, Eric Doligé y était le promoteur des PPP, contré sévèrement par le socialiste Jean-Pierre Sueur, ancien maire d'Orléans.

Une fois les textes corrigés par le Conseil d'Etat et promulgués, ED les a transformés de lois d'exception en mode d'action systématique dans le Loiret ; au mépris du Code des Marchés publics et des fonctionnaires qualifiés qui, dans l'administration départementale, se voient des-saisir de toutes leurs responsabilités, y compris celles de la maîtrise d'ouvrage, au seul profit des "sociétés de projets" constituées sur les grands groupes...

Ce dessaisissement, déjà en soi plus que contestable, s'accompagnait de dispositions financières agréables aux collectivités locales appauvries, mais dispendieuses : l'équivalent du "crédit revolving" pour les particuliers, mais avec des clauses illisibles faisant inévitablement penser aux "emprunts toxiques" qui ont ruiné certaines villes et certains départements. Avec des loyers étalés sur 25 ou 30 ans, quelle visibilité des futurs taux d'intérêts ! :-)

On comprend mal comment ED avait pu s'égarer si fortement en faveur des "majors", alors que son "boss" avait montré dès les premiers jours de son mandat qu'il savait rester à une distance "républicaine" de ces profiteurs.